

ACCORD REGIONAL PORTANT SUR
LES INDEMNITES DE PETITS DEPLACEMENTS
(REPAS – TRANSPORTS – TRAJETS)
DES OUVRIERS DU BATIMENT DES PAYS DE LA LOIRE
LOIRE-ATLANTIQUE-MAINE ET LOIRE-MAYENNE-SARTHE-VENDEE
APPLICABLE AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2022

Entre :

- l'Union Régionale CAPEB Pays de la Loire,
- la Fédération Française du Bâtiment des Pays de la Loire,

d'une part,

Et :

- l'Union Régionale Construction Bois CFDT des Pays de la Loire,
- l'Union Régionale BATIMAT TP CFTC des Pays de la Loire ,
- l'Union Régionale CGT Construction des Pays de la Loire ,
- la Section Fédérale Régionale Force Ouvrière des Pays de la Loire ,
- l'UNSA des Pays de la Loire,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Ja *an* *PbG*
He *BD*

PREAMBULE

En application de l'article I-3 des Conventions Collectives Nationales du Bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les Ouvriers employés, d'une part, par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1er mars 1962 (IDCC 1596) et, d'autre part, par les entreprises du Bâtiment non visées par le décret du 1er mars 1962 (IDCC 1597), les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national se sont réunies pour déterminer les montants des **indemnités de Transports et Trajets et l'indemnité minimale de repas** des ouvriers du Bâtiment des Pays de la Loire.

ARTICLE 1 – INDEMNITES DE TRANSPORTS - TRAJETS

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé les montants des **indemnités de Transports et Trajets** des ouvriers du Bâtiment des départements de **LOIRE-ATLANTIQUE, MAINE ET LOIRE, MAYENNE, SARTHE et VENDEE**. A l'issue des négociations, les montants des indemnités de trajets demeurent inchangés et les montants des indemnités de transports sont fixés comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

AU 1ER DÉCEMBRE 2022

PAYS DE LA LOIRE	ZONES							
	1-A 0 A 5 KM	1-B 5 A 10 KM	2 10 A 20 KM	3 20 A 30 KM	4 30 A 40 KM	5 40 A 50 KM	6 50 A 65 KM	7 65 A 80 KM
AU 01.12.2022								
TRAJET	0,48 €	0,67 €	1,90 €	4,08 €	5,12 €	6,11 €	6,86 €	8,17 €
TRANSPORT	0,84 €	1,07 €	4,16 €	7,86 €	12,03 €	17,91 €	19,18 €	23,23 €

ARTICLE 2 – INDEMNITES DE REPAS

Les organisations d'employeurs de la région Pays de la Loire et les organisations de salariés, adhérentes aux organisations représentatives au niveau national ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de **Repas** des ouvriers du Bâtiment des départements de **LOIRE-ATLANTIQUE, MAINE ET LOIRE, MAYENNE, SARTHE et VENDEE**, est fixé à **10,50 €**.

ARTICLE 3 - ENTREPRISES MOINS DE 50 SALARIES

Compte tenu de la structure des entreprises du bâtiment comportant d'une part, les entreprises occupant jusqu'à dix salariés (*visées par le décret du 1er mars 1962*) et d'autre part, les entreprises occupant plus de dix salariés (*non visées par le décret du 1er mars 1962*) et de la volonté des parties signataires de maintenir une homogénéité en matière d'indemnités de petits déplacements au bénéfice de l'ensemble des ouvriers concernés par les conventions collectives susvisées, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

ARTICLE 4– APPLICATION

Le présent accord entrera en application à compter du **1^{er} décembre 2022**.

ARTICLE 5- DUREE-DENONCIATION-REVISION- ADHESION

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée. Conformément à l'article L 2222-6 code du travail, il pourra être dénoncé en tout ou partie par l'une des organisations signataires après un préavis minimum de 3 mois. Cette dénonciation devra être notifiée à toutes les autres organisations signataires par lettre recommandée avec accusé de réception, et déposée auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Toute modification, révision totale ou partielle, des dispositions ne peut être effectuée que par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés du bâtiment représentatives au plan national. Les demandes de révision de la présente convention doivent être effectuées dans les formes prévues pour la dénonciation, à l'exception du dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, et sont accompagnées, le cas échéant, d'un projet concernant les points dont la révision est demandée.

Conformément à l'article L. 2261-3 du Code du travail, toute organisation syndicale de salariés représentative au niveau national qui n'est pas signataire du présent accord, pourra y adhérer ultérieurement. L'adhésion produira effet à partir du jour qui suivra celui de son dépôt au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes compétent et à la DREETS. Notification devra également en être faite, dans le délai de huit jours, par lettre recommandée, aux parties signataires.

ARTICLE 6 -DÉPÔT

Le présent accord sera déposé à la Direction Générale du Travail conformément aux dispositions légales en vigueur, ainsi qu'au secrétariat-greffe du Conseil des Prud'hommes de NANTES.

ARTICLE 7 -EXTENSION

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du Ministre du Travail.

Fait à SAINT HERBLAIN, le 7 octobre 2022

En 11 exemplaires

Pour l' UNION REGIONALE CAPEB PAYS DE LA LOIRE

M. Bruno HATTON,
représentant des CAPEB départementales de Loire-Atlantique,
Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.



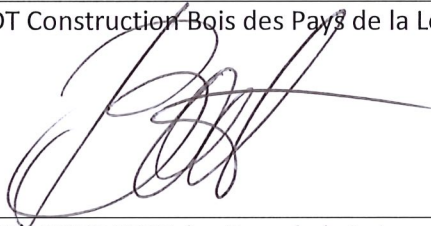
Pour la FEDERATION FRANCAISE
DU BATIMENT PAYS DE LA LOIRE

M. Christophe MARCHAND,
représentant des Fédérations départementales du Bâtiment de
Loire-Atlantique, Maine et Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée.



Pour l'Union Régionale CFDT Construction Bois des Pays de la Loire

M. BOUT



Pour l'Union Régionale BATIMAT TP CFTC des Pays de la Loire

Pour l'Union Régionale CGT Construction des Pays de la Loire

Pour la section fédérale régionale Force Ouvrière des Pays de la
Loire



Pour l'UNSA Pays de la Loire

